

L'analyse des métaux lourds est effectuée après une digestion à l'acide fort. La méthode de référence d'analyse est la spectrométrie d'absorption atomique. La limite de détection pour chaque métal ne doit pas dépasser 10% de la valeur limite appropriée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'utilisation des boues d'épuration en agriculture, les annexes I à IV.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

De analyse van zware metalen geschiedt na ontsluiting door middel van een sterk zuur. De referentie-analysmethode is atoomabsorptiespectrometrie. De waarnemingsdrempel mag voor elk metaal niet hoger zijn dan 10% van de toepasselijke grenswaarde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het gebruik van zuiveringszand in de landbouw, de bijlagen I tot IV.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid,

D. GOSUIN

F. 93 — 1928

[C — 31275]

15 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'élimination des déchets animaux à haut risque

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, notamment les articles 10 à 13;

Vu la Directive du Conseil 90/667/CEE du 27 novembre 1990 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson, et modifiant la Directive 90/425/CEE;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre chargé de l'Environnement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

2° déchets animaux : les carcasses ou parties d'animaux ou de poissons, ou les produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine directe, à l'exclusion des déjections animales et des déchets de cuisine et de table;

3° déchets animaux à haut risque :

a) tous les déchets animaux qui sont déclarés présenter des risques sérieux pour la santé des personnes ou des animaux par les services vétérinaires compétents;

b) les cadavres et les carcasses d'animaux éliminés dans le cadre de campagnes d'éradication;

c) toutes parties d'un animal ayant fait l'objet d'un abattage régulier et qui n'ont pas été présentées à l'inspection post mortem, à l'exception des cuirs, des peaux, des ongles, des plumes, de la laine, des cornes, du sang et des produits similaires;

d) le mélange de déchets animaux à haut risque avec des déchets animaux à faible risque;

4° installation de transformation à haut risque : installation dans laquelle les déchets animaux sont soumis à traitement en vue de la destruction des agents pathogènes.

Art. 2. § 1. Il est interdit de se débarrasser de déchets animaux à haut risque sauf en les livrant à une installation de transformation à haut risque autorisée conformément aux dispositions du présent arrêté;

§ 2. dans la mesure où l'I.B.G.E. estime :

— que le transport de déchets animaux à haut risque implique un risque trop important de propagation de maladies transmissibles aux animaux ou à l'homme;

— que des déchets animaux à haut risque sont susceptibles de résister à un traitement thermique insuffisant;

— qu'il y a surcharge de l'installation de transformation à haut risque;

N. 93 — 1928

[C — 35170]

15 JULI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verwijdering van dierlijk afval met een hoog risico

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 10 tot 13;

Gelet op de Richtlijn van de Raad 90/667/EEG van 27 november 1990 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong (vissen daaronder begrepen) en tot wijziging van Richtlijn 90/425/EEG.

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van de Minister belast met Leefmilieu,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder :

1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid leefmilieu behoort;

2° dierlijk afval : niet voor rechtstreekse menselijke consumptie bestemde geslachte dieren of dode vis, geheel dan wel delen daarvan, of produkten van dierlijke oorsprong, met uitzondering van dierlijke uitwerpselen, keukenafval en etensresten;

3° dierlijk afval met een hoog risico :

a) elk dierlijk afval, waarvoor de bevoegde veterinaire diensten verklaren dat het een ernstig gevaar voor de gezondheid van mens of dier inhoudt;

b) dode dieren en karkassen van dieren die in het kader van een uitroeiingscampagne worden verwijderd;

c) alle delen van een op gewone wijze geslacht dier die niet voor de keuring na het slachten werden aangeboden, met uitzondering van huiden, vellen, hoeven, veren, wol, hoornen, bloed en soortgelijke produkten;

d) de menging van dierlijk afval met een hoog risico met dierlijk afval met een laag risico;

4° verwerkingsinstallatie van hoog-risicomateriaal: installatie waar dierlijk afval wordt bewerkt om ziekteverwekkers te vernietigen.

Art. 2. § 1. Het is verboden zich te ontdoen van dierlijk afval met een hoog risico, behoudens wanneer het aan een, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, vergunde verwerkingsinstallatie voor hoog-risicomateriaal, wordt afgeleverd;

§ 2. voor zover het B.I.M. acht :

— dat het vervoer van dierlijk afval met een hoog risico een te groot gevaar inhoudt voor de verspreiding van op mens en dieren overdraagbare ziekten;

— dat het dierlijk afval met een hoog risico kan weerstaan aan een onvoldoende thermische behandeling;

— dat de verwerkingsinstallatie voor hoog-risicomateriaal overbelast is;

— que les déchets animaux à haut risque proviennent d'endroits difficilement accessibles;

— que la quantité et l'éloignement ne justifie pas la collecte de déchets,

leur incinération est autorisée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans tous les cas, l'enfouissement des déchets animaux à haut risque est interdit.

3° Dans la mesure où les déchets animaux à haut risque sont livrés à une installation située sur le territoire national, mais en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, leur détenteur doit se faire produire une attestation émanant des autorités compétences de la Région concernée.

Art. 3. Par dérogation à l'article 2, le Ministre peut autoriser, sur avis conforme du service vétérinaire compétent, l'utilisation à des fins scientifiques de déchets à haut risque.

CHAPITRE II. — Des installations de transformation de déchets d'animaux à haut risque

Art. 4. Toute installation de transformation de déchets animaux est soumise à autorisation d'exploiter.

L'autorisation impose le respect des conditions fixées à l'annexe I du présent arrêté, précise les opérations de transformation autorisées dans le respect des conditions fixées à l'annexe II du présent arrêté, détermine les quantités de déchets animaux pouvant être traitées ainsi que le terme pour lequel elle est accordée.

Les déchets d'animaux à haut risque doivent reprendre après transformation, aux conditions prévues à l'annexe III.

CHAPITRE III. — Contrôle et inspection

Art. 5. L'I.B.G.E. veille à ce que les exploitants et les propriétaires d'usines de transformation à haut risque, ou leurs représentants :

— identifient les points sensibles des installations à haut risque;

— prélèvent, dans les installations de transformation à haut risque, des échantillons représentatifs dans chaque lot transformé en vue de vérifier le respect des normes microbiologiques fixées pour le produit à l'annexe III;

— enregistrent les résultats des différents contrôles et tests et les conservent pendant une période de deux ans en vue de la présenter à l'I.B.G.E.

Lorsque les résultats d'un test sur échantillon, requis en vertu de l'alinéa 1 ne sont pas conformes à l'annexe I, l'exploitant de l'installation de transformation doit :

— en informer immédiatement l'I.B.G.E.;

— rechercher les causes de ces manquements;

— s'assurer que les matières contaminées ou suspectées de l'être ne quittent l'installation avant d'avoir été soumises à une nouvelle transformation sous la surveillance de l'I.B.G.E. et que les nouveaux échantillons ont été officiellement prélevés, afin de se conformer aux contrôles microbiologiques prévus à l'annexe III.

Art. 6. L'I.B.G.E. procède régulièrement, dans les installations de transformation à haut risque, à des inspections et à des contrôles portant sur le respect des dispositions du présent arrêté.

Lorsque les dispositions relatives aux normes microbiologiques et les types de contrôles microbiologiques n'ont pas été respectés, le fabricant doit :

— communiquer immédiatement à l'I.B.G.E. tous les renseignements relatifs à la nature de l'échantillon et au lot dont celui-ci provient;

— transformer ou retransformer le lot contaminé sous la surveillance de l'I.B.G.E.;

— accroître la fréquence des prélèvements d'échantillons et de contrôles de la production;

— examiner les rapports sur les matières premières correspondant à l'échantillon de produit fini;

— procéder à une décontamination et à un nettoyage appropriés de l'usine.

CHAPITRE IV. — Les conditions de collecte et de transport des déchets animaux à haut risque

Art. 7. La collecte et le transport des déchets animaux à haut risques vers les installations de transformation se font dans des récipients ou des véhicules appropriés, empêchant les écoulements et convenablement recouverts.

— dat het dierlijk afval met een hoog risico afkomstig is van moeilijk bereikbare plaatsen;

— dat de hoeveelheid en de afstand zodanig is dat het ophalen van het afval niet verantwoord is.

is de verbranding ervan toegelaten op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

In alle gevallen is het begraven van dierlijk afval met een hoog risico verboden.

3° Voor zover het dierlijk afval met een hoog risico aan een installatie wordt geleverd die op het nationaal grondgebied is gelegen, maar buiten het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, moet aan de houder een attest worden afgegeven, uitgaande van de bevoegde instanties van het betrokken Gewest.

Art. 3. In afwijking van artikel 2, kan de Minister, op eensluidend advies van de bevoegde veterinaire dienst, de toestemming verlenen om afval met een hoog risico te gebruiken voor wetenschappelijke doeleinden.

HOOFDSTUK II. — De verwerkingsinstallaties voor dierlijk afval met een hoog risico

Art. 4. Elke verwerkingsinstallatie voor dierlijk afval wordt aan een exploitatievergunning onderworpen.

De vergunning schrijft het naleven voor van de voorwaarden, vastgesteld in bijlage I bij dit besluit, verduidelijkt de toegelaten verwerkingswijze in naleving van de voorwaarden, vastgesteld in bijlage II bij dit besluit, bepaalt de hoeveelheid dierlijk afval die mag worden verwerkt en de termijn waarvoor de vergunning wordt verleend.

Het dierlijk afval met een hoog-risico moet, na verwerking, aan de in bijlage III voorziene voorwaarden voldoen.

HOOFDSTUK III. — Controle en inspectie

Art. 5. Het B.I.M. ziet erop toe dat de beheerders of de eigenaars van verwerkingsbedrijven van hoog-risicomateriaal, dan wel hun vertegenwoordigers :

— de punten in de installaties voor hoog-risicomateriaal opsporen;

— in de verwerkingsinstallaties voor hoog-risicomateriaal representatieve monsters nemen van iedere verwerkte partij, ten einde na te gaan of aan de microbiologische normen van bijlage III, die voor het produkt gelden, is voldaan;

— de resultaten van de diverse controles en tests optekenen en gedurende twee jaar bewaren, opdat ze aan het B.I.M. kunnen worden overgelegd.

Wanneer de resultaten van een test op monsters, zoals voorgeschreven in het eerste lid, niet in overeenstemming zijn met bijlage I, dient de beheerder van een verwerkingsinstallatie :

— onmiddellijk het B.I.M. in kennis te stellen;

— na te gaan hoe het komt dat niet aan de voorschriften is voldaan;

— ervoor te zorgen dat besmet of vermoedelijk besmet materiaal de installatie niet verlaat voordat het, onder toezicht van het B.I.M., opnieuw werd verwerkt en opnieuw officieel monsters zijn genomen ten einde te voldoen aan de microbiologische controle van bijlage III.

Art. 6. Het B.I.M. moet in de verwerkingsinstallaties voor hoog-risicomateriaal, op gezette tijden, inspecties en controles uitvoeren met betrekking tot de naleving van de bepalingen van dit besluit.

Indien de bepalingen betreffende de microbiologische normen en de soorten microbiologische controles niet werden nageleefd, moet de fabricant :

— het B.I.M. onverwijld alle informatie over de aard van het monster en de partij waaruit het afkomstig is, mededelen;

— de besmette partij onder toezicht van het B.I.M. verwerken of opnieuw verwerken;

— de frequentie van de bemonstering en de controles op de produktie opvoeren;

— de rapporten onderzoeken over de grondstoffen die zijn gebruikt voor het eindprodukt waaruit het monster is genomen;

— het bedrijf op de juiste wijze ontsmetten en reinigen.

HOOFDSTUK IV. — De voorschriften voor het inzamelen en het vervoeren van dierlijk afval met een hoog risico

Art. 7. Dierlijk afval met een hoog risico wordt verzameld en naar de verwerkingsinstallaties vervoerd in geschikte recipiënten of vervoermiddelen waaruit geen vloeistof kan lekken. De recipiënten of vervoermiddelen moeten op passende wijze worden afgedekt.

Les véhicules, bâches et récipients utilisés à la collecte ou au transport de ces déchets animaux doivent être conservés en bon état de propreté.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 8. L'arrêté royal du 14 mars 1890 portant réglementation des clos d'équarrissage et l'arrêté du Régent du 24 janvier 1946 relatif à l'enlèvement des cadavres d'animaux impropres à la consommation sont abrogés.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 1993.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

Annexe I

Conditions d'autorisation des installations de transformation à haut risque

1° Les locaux et les équipements doivent répondre au moins aux conditions suivantes :

a) les locaux des installations de transformation doivent être convenablement séparés de la voie publique et d'autres locaux tels que des abattoirs.

Les locaux destinés au traitement de déchets à haut risque ne doivent pas se trouver sur le même site qu'un abattoir, sauf s'ils sont localisés dans une partie de bâtiment totalement séparée; les personnes non autorisées ou les animaux ne peuvent accéder à l'installation de transformation;

b) les installations doivent avoir un secteur « propre » et un secteur « souillé » convenablement séparés. Le secteur souillé doit disposer d'une aire couverte pour réceptionner les déchets animaux et être construits de façon à pouvoir être facilement nettoyé et désinfecté.

Les sols doivent être conçus de manière à faciliter l'écoulement des eaux. Le secteur souillé doit, le cas échéant, comporter des équipements appropriés pour dépouiller ou épiler les animaux, ainsi qu'un local d'entreposage des cuirs;

c) les installations doivent avoir une capacité et une production d'eau chaude et de vapeur suffisantes pour la transformation des déchets animaux conformément à l'annexe II;

d) le secteur souillé doit contenir, le cas échéant, une installation permettant de réduire le volume des déchets animaux et une installation pour amener les déchets animaux broyés dans l'unité de transformation;

e) les déchets animaux doivent être transformés dans une installation de transformation fermée, conformément à l'annexe II. Lorsqu'un traitement thermique est requis, cette installation doit être dotée des équipements suivants:

— un équipement de mesure pour contrôler la température et, si nécessaire, la pression aux points sensibles;

— des enregistreurs pour enregistrer en permanence le résultat des mesures;

— un système adéquat de sécurité pour empêcher que la température soit insuffisante;

f) en vue d'empêcher toute recontamination de la matière finie qui a été transformée à partir des déchets animaux entrant dans l'unité de transformation, la partie de l'usine réservée au déchargement et à la transformation de ces déchets doit être nettement séparée de celle réservée à la transformation ultérieure des matières traitées par la chaleur ainsi qu'à l'entreposage du produit fini transformé;

2° Les installations de transformations doivent disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les déchets animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules, autres que les navires, dans lesquels ils sont transportés;

3° Les installations de transformation doivent disposer d'installations adéquates permettant de désinfecter les roues immédiatement avant le départ des véhicules transportant les déchets à haut risque ou quittant le secteur souillé de l'usine;

De vervoermiddelen, dekzeilen en recipiënten die voor het inzamelen en het vervoer van zodanig dierlijk afval zijn gebruikt, moeten schoon worden gehouden.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 8. Het koninklijk besluit van 14 maart 1890 houdende het reglement op de vilbeluiken en het besluit van de Regent van 24 januari 1946 betreffende de wegruiming van voor het verbruik ongeschikte dierenlijken.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 juli 1993.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

Bijlage I

Vergunningsvoorwaarden voor hoog risico verwerkingsinstallaties

1° De ruimten en voorzieningen moeten in ieder geval aan de volgende eisen voldoen:

a) de ruimten van de verwerkingsinstallaties moeten op passende wijze zijn gescheiden van de openbare weg en van andere ruimten zoals slachthuizen.

Ruimten voor de behandeling van hoog-risicomateriaal mogen niet op hetzelfde terrein zijn gelegen als een slachthuis, tenzij zij zich bevinden in een volledig afgezonderd gedeelte van het gebouw; onbevoegden en dieren mogen geen toegang hebben tot de verwerkingsinstallatie;

b) de installaties omvatten een rein en een onrein gedeelte, die op passende wijze geschieden moeten zijn. Het onreine gedeelte moet een overdekte ruimte hebben voor het in ontvangst nemen van het dierlijk afval en moet zo zijn gebouwd dat het gemakkelijk te reinigen en te ontsmetten is.

De vloeren ervan moeten zo zijn aangelegd dat vloeistoffen gemakkelijk kunnen wegvloeiën. Indien nodig, moeten in het onreine gedeelte gepaste voorzieningen voor het onthuiden of ontharen van dieren en een opslagruimte voor huiden aanwezig zijn;

c) voor het verwerken van dierlijk afval, overeenkomstig bijlage II, moeten de installaties beschikken over de nodige capaciteit en toereikende voorzieningen voor warm water en voor het opwekken van stoom;

d) indien nodig, moet het onreine gedeelte beschikken over een voorziening om het dierlijk afval te verkleinen en een voorziening om het fijngemaakte dierlijk afval in de verwerkingsinstallatie te laden;

e) voor de verwerking van het dierlijk afval, overeenkomstig bijlage II, is een gesloten verwerkingsinstallatie nodig. Wanneer een warmtebehandeling vereist is, moet deze installatie zijn voorzien van :

— meetapparatuur om de temperatuur en zo nodig de druk te controleren op punten waar dat van belang is;

— registreertoestellen die onafgebroken de meetresultaten registreren;

— een gepast veiligheidssysteem om te voorkomen dat het afval onvoldende worden verwarmd;

f) om herbesmetting van de eindprodukten van de verwerking door binnenkomend dierlijk afval te voorkomen, moet het gedeelte van het bedrijf waar dit afval wordt gelost en verwerkt duidelijk gescheiden zijn van het gedeelte voor het verder verwerken van het warmtebehandelde materiaal en de opslag van de eindprodukten van de verwerking;

2° de verwerkingsinstallaties moeten beschikken over gepaste voorzieningen voor de reiniging en ontsmetting van de recipiënten of containers waarin dierlijk afval in ontvangst worden genomen, en van de vervoermiddelen — met uitzondering van schepen — waarin dit afval wordt vervoerd;

3° De verwerkingsinstallaties moeten beschikken over gepaste voorzieningen om de wielen van vervoermiddelen waarmee hoog-risicoafval wordt vervoerd of die het onreine gedeelte van de verwerkingsinstallatie verlaten, vlak voor het vertrek van deze vervoermiddelen te ontsmetten;

4° les installations de transformation doivent comporter un dispositif d'évacuation des eaux résiduaires répondant aux exigences d'hygiène.

5° les installations de transformation doivent avoir leur propre laboratoire ou recourir aux services d'un laboratoire doté des équipements nécessaires pour les analyses.

Annexe II

Hygiène des opérations dans les usines de transformation à haut risque de déchets animaux

1° Les déchets animaux à haut risque doivent être transformés le plus rapidement possible dès leur arrivée. Ils doivent être correctement entreposés jusqu'à leur transformation.

2° les récipients conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des déchets animaux doivent être nettoyés, lavés et désinfectés après chaque usage;

3° les personnes travaillant dans le secteur souillé ne peuvent pas accéder au secteur propre sans changer de vêtements de travail et de chaussures ou sans désinfecter ces derniers. L'équipement et les ustensiles ne peuvent être transférés de secteur souillé au secteur propre;

4° les eaux résiduaires venant du secteur souillé doivent être traitées de manière qu'il n'y subsiste pas d'agents pathogènes;

5° Des mesures de précaution doivent être prises systématiquement contre les oiseaux, les rongeurs, les insectes et autres vermines;

6° les déchets animaux doivent être transformés dans les conditions suivantes :

a) les déchets à haut risque doivent être chauffés à une température à cœur d'au moins 133° C pendant vingt minutes à une pression de 3 bar.

La taille des particules de matières brutes avant traitement doit être réduite à 50 mm au moins à l'aide d'un appareil de préconcassage ou d'un broyeur;

b) des thermographes doivent être prévus aux points sensibles du procédé thermique pour contrôler le traitement par la chaleur;

c) d'autres systèmes de traitement thermique peuvent être utilisés à condition qu'ils soient reconnus selon la procédure prévue à l'article 19 de la Directive du Conseil des Communautés Européennes 90/667/CEE du 27 novembre 1990 comme offrant les garanties équivalentes en ce qui concerne la sécurité microbiologique;

7° les installations et les équipements doivent être bien entretenus et les équipements de mesure étalonnés à intervalles réguliers;

8° les produits finis doivent être manipulés et entreposés dans l'installation de transformation de manière à prévenir toute recontamination;

9° les cuirs doivent être salés au chlorure de sodium.

Annexe III

1. Pour les matières à haut risque, les échantillons de produits finis prélevés immédiatement après le traitement thermique doivent être exempts de spores de bactéries pathogènes thermoresistantes (absence de *Clostridium perfringens* dans 1 g de produit);

2° les échantillons des produits finis issus de matière à haut risque doivent être prélevés pendant l'entreposage à l'usine de transformation ou à l'issue de celui-ci pour garantir que lesdits produits répondent aux normes suivantes :

Salmonelles : absence dans 25 g. :

$n = 5, c = 0, m = 0, M = 0$

Enterobacteriaceae :

$n = 5, c = 2, m = 10, M = 3 \times 10^2/g$

n = nombre d'unités constituant l'échantillon.

m = valeur seuil pour le nombre de bactéries; le résultat est considéré comme satisfaisant si le nombre de bactéries dans la totalité des unités d'échantillon n'excède pas m .

M = valeur maximum du nombre de bactéries; le résultat est considéré comme non satisfaisant si le nombre de bactéries dans une ou plusieurs unités d'échantillon est égal ou supérieur à M .

4° In de verwerkingsinstallaties dient een installatie voor de afvoer van afvalwater aanwezig te zijn die aan de hygiënische eisen voldoet.

5° de verwerkingsinstallaties dienen te beschikken over een eigen laboratorium of beroep te doen op de diensten van een laboratorium dat over de uitrustingen beschikt die nodig zijn voor de analyses.

Bijlage II

Hygiënische voorschriften met betrekking tot de in verwerkingsinstallaties voor hoog-risicomateriaal te volgen werkwijze voor dierlijk afval

1° Dierlijk afval met een hoog risico moet zo spoedig mogelijk na aankomst in de installaties worden verwerkt. Tot de verwerking moet het op passende wijze worden opgeslagen;

2° Recipiënten, containers en vervoermiddelen die voor het vervoer van dierlijk afval worden gebruikt, moeten na elk gebruik worden gereinigd, gewassen en ontsmet;

3° Personen die in het onreine gedeelte werkzaam zijn, mogen het reine gedeelte niet betreden zonder van werkkleding en schoeisel te hebben veranderd of zonder hun schoeisel te hebben ontsmet. Toestellen en gereedschappen mogen niet van het onreine gedeelte naar het reine worden gebracht.

4° Afvalwater dat afkomstig is van het onreine gedeelte moet zodanig worden behandeld dat er geen ziektekiemen meer aanwezig zijn;

5° Er moeten systematisch preventieve maatregelen tegen vogels, knaagdieren, insecten en ander ongedierte worden getroffen;

6° Bij de verwerking van dierlijk afval moeten de volgende voorschriften in acht worden genomen :

a) hoog-risicomateriaal moet worden verwarmd tot de deeltjes gedurende 20 minuten een inwendige temperatuur van ten minste 133° C hebben bij een druk van 3 bar.

Voorafgaand aan de verwerking moet de deeltjesgrootte van het onverwerkte materiaal door middel van voorbreken of vermalen ten minste tot 50 mm worden teruggebracht;

b) op punten van het verwarmingsproces waar dit belangrijk is, dienen voor het controleren van de warmtebehandeling temperatuurschrijvers te zijn geplaatst;

c) andere systemen van warmtebehandeling mogen worden aangewend, mits zij volgens de procedure van artikel 19 van de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 90/667/EEG van 27 november 1990 zijn erkend als systemen die op microbiologisch gebied gelijkwaardige veiligheids garanties bieden;

7° De installaties en toestellen moeten goed worden onderhouden en de meetapparatuur moet regelmatig worden geijkt;

8° Met de eindprodukten moet in de verwerkingsinstallatie op zodanige wijze worden omgegaan en deze produkten moeten zodanig worden opgeslagen dat herbesmetting uitgesloten is;

9° Huiden moeten met natriumchloride worden gezouten.

Bijlage III

1. Als het hoog-risicomateriaal betreft, moeten monsters die onmiddellijk na de warmtebehandeling van het eindprodukt worden genomen, vrij zijn van hitte-bestendige ziekteverwekkende sporen van bacteriën (*Clostridium perfringens* afwezig in 1 g);

2° monsters van eindprodukten uit hoog-risicomateriaal moeten worden genomen tijdens of na afloop van de opslag in het verwerkingsbedrijf om te waarborgen dat de produkten voldoen aan de volgende voorwaarden :

Salmonella : afwezig in 25 g :

$n = 5, c = 0, m = 0, M = 0$

Enterobacteriaceae :

$n = 5, c = 2, m = 10, M = 3 \times 10^2/g$

n = aantal deelmonsters waaruit het monster bestaat;

m = drempelwaarde voor het aantal bacteriën; het resultaat wordt als bevredigend beschouwd indien het aantal bacteriën in geen enkel deelmonster groter is dan m ;

M = maximumwaarde voor het aantal bacteriën; het resultaat wordt als onbevredigend beschouwd indien het aantal bacteriën in één of meer deelmonsters gelijk is aan of hoger ligt dan M ;

c = nombre d'unités d'échantillon dans lequel le nombre de bactéries peut se situer entre m et M, l'échantillon étant toujours considéré comme acceptable si le nombre de bactéries dans les autres unités d'échantillon est égal ou inférieur à m.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'élimination des déchets animaux à haut risque, les annexes I à III.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN

c = aantal deelmonsters waarvoor de bacterietelling een resultaat tussen m en M te zien mag geven, waarbij het monster nog als aanvaardbaar wordt beschouwd indien het resultaat van de bacterietelling voor de overige deelmonsters niet hoger is dan m.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verwijdering van dierlijk afval met een hoog risico, de bijlagen I tot III.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES FINANCES

Personnel. — Mandat

Par arrêté royal du 16 juillet 1993, M. Geulette, E., inspecteur général des finances, chef de corps, est nommé commissaire du gouvernement près la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges, à partir du 1^{er} juillet 1993.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Personeel. — Mandaat

Bij koninklijk besluit van 16 juli 1993 wordt de heer Geulette, E., inspecteur-generaal van financiën, hoofd van het korps, met ingang van 1 juli 1993, benoemd tot regeringscommissaris bij de Kas der geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Bourgmestres. — Réduction de traitement

Un arrêté royal du 28 juin 1993, pris en vertu de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 4, de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 28 décembre 1989, octroie à M. Bertrand, bourgmestre de la commune de Paliseul une réduction de traitement.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

Burgemeesters. — Weddevermindering

Bij koninklijk besluit van 28 juni 1993 genomen krachtens artikel 19, § 1, 4^e lid, van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 28 december 1989, wordt aan de heer Bertrand, burgemeester van de gemeente Paliseul een weddevermindering toegeestaan.

Un arrêté royal du 22 juillet 1993, pris en vertu de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 4 de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 28 décembre 1989, octroie à M. Desnos, bourgmestre de la commune d'Estinnes, une révision de la réduction de son traitement.

Bij koninklijk besluit van 22 juli 1993 genomen krachtens artikel 19, § 1, 4^e lid van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 28 december 1989, wordt aan de heer Desnos, burgemeester van de gemeente Estinnes, een herziening van de weddevermindering toegestaan.

Bourgmestres. — Titre honorifique

Un arrêté royal du 5 juillet 1993 octroie à M. Emilius Hardeman le titre honorifique de ses fonctions de bourgmestre de l'ancienne commune de Westouter.

Burgemeesters. — Eretitel

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1993 wordt aan de heer Emilius Hardeman de eretitel van zijn ambt van burgemeester van de voormalige gemeente Westouter verleend.

Un arrêté royal du 14 juillet 1993 octroie à M. Michel Damoiseau, le titre honorifique de ses fonctions de bourgmestre de la commune d'Ohey.

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1993 wordt aan de heer Michel Damoiseau de eretitel van zijn ambt van burgemeester van de gemeente Ohey verleend.

Un arrêté royal du 14 juillet 1993 octroie à M. Joseph Lejeune, le titre honorifique de ses fonctions de bourgmestre de l'ancienne commune d'Anthistes.

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1993 wordt aan de heer Joseph Lejeune de eretitel van zijn ambt van burgemeester van de vroegere gemeente Anthistes verleend.

Bourgmestre. — Démission

Par arrêté royal du 14 juillet 1993, la démission présentée par M. René Borremans de ses fonctions de bourgmestre de la ville de Fleurus, province de Hainaut, arrondissement de Charleroi, est acceptée.

Burgemeester. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1993 wordt het ontslag aangeboden door de heer René Borremans uit zijn ambt van burgemeester van de stad Fleurus, provincie Henegouwen, arrondissement Charleroi, aanvaard.

Bourgmestre. — Révocation

Par arrêté royal du 12 août 1993, pris en vertu de l'article 82 de la nouvelle loi communale, M. Frans Moeyersoon est révoqué de ses fonctions de bourgmestre de la commune de Lebbeke, province de Flandre orientale.

Burgemeester. — Afzetting

Bij koninklijk besluit d.d. 12 augustus 1993 is, bij toepassing van artikel 82 van de nieuwe gemeentewet, de heer Frans Moeyersoon afgezet uit zijn ambt van burgemeester van de gemeente Lebbeke, provincie Oost-Vlaanderen.